

LA PLEINE ADHÉSION DU BURKINA FASO À LA ZONE DE LIBRE-ÉCHANGE AFRICAINE : UNE OPTION POLITIQUE QUI CONTRIBUERAIT À LA RÉDUCTION DES INÉGALITÉS DE REVENUS ENTRE HOMMES ET FEMMES

GRAAD Think Tank;

Hien Nawin-Vuru Diane Ruth, Lankoand#233; G. Damien, Sawadogo Martin ;

© 2021, GRAAD THINK TANK



This work is licensed under the Creative Commons Attribution License (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/legalcode>), which permits unrestricted use, distribution, and reproduction, provided the original work is properly credited.

Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/legalcode>), qui permet l'utilisation, la distribution et la reproduction sans restriction, pourvu que le mérite de la création originale soit adéquatement reconnu.

IDRC Grant/ Subvention du CRDI: 108761-001-Regional integration, improving women's economic situation, and transformation of gender relations in West Africa



La pleine adhésion du Burkina Faso à la Zone de libre-échange africaine : une option politique qui contribuerait à la réduction des inégalités de revenus entre hommes et femmes

MESSAGES CLES

- L'adhésion du Burkina Faso à la ZLECA contribuera à réduire les inégalités de revenus entre les hommes et les femmes.
- La suppression prévue des droits de douanes par la ZLECA devrait permettre d'améliorer le revenu des femmes et des hommes, sans accroître les inégalités.
- Les revenus des femmes et des hommes croîtront davantage lorsque la politique de la suppression des droits de douane prévue par la ZLECA s'accompagnera d'une réduction de 10% des coûts de transaction.

■ Afrique | ©GRAAD Burkina

Les Notes politiques Genre sont publiées par le GRAAD Burkina avec l'appui technique et financier de ses principaux partenaires comme le Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI-Canada). Ces notes ont pour but de fournir des analyses de haute qualité et de recommandations pratiques destinées aux décideurs pour des politiques plus inclusives. Accédez librement et gratuitement à toutes ces notes politiques sur le site web ou les blogs thématiques du GRAAD Burkina www.graadburkina.org

Les Notes politiques du GRAAD Burkina sont basées sur des thématiques spécifiques et ont pour but de stimuler la discussion et la prise de conscience sur la situation de la femme africaine et de corriger les inégalités qui persistent en raison des traditions.

Le CRDI en tant que partenaire neutre n'approuve pas nécessairement les opinions ici exprimées.



■ Une femme au Marché
©GRAAD Burkina

Contexte

Au Burkina Faso, les inégalités de revenus entre hommes et femmes sont criardes. En effet, la redistribution des revenus ou des produits issus du secteur de la production se fait le plus souvent en défaveur des femmes. Dans le secteur informel, en moyenne, les hommes gagnent un revenu deux fois plus élevé que celui des femmes et ce, même quand elles occupent des postes équivalents à ceux des hommes (INSD, 2003). Aujourd'hui, malgré les avancées significatives enregistrées, force est de constater que ces inégalités persistent et croissent même dans certains cas. Dans ce contexte, il est logique de s'interroger sur la problématique en lien avec l'adhésion du Burkina Faso à la ZLECA et les implications pour les questions d'égalité genre. La présente analyse s'est intéressée à ce sujet en traitant spécifiquement de l'effet de l'adhésion du pays à la ZLECA sur les inégalités de revenus. Elle propose également des stratégies pour réduire davantage ces inégalités dans le scénario de mise en œuvre effective de cette zone.

L'analyse

Pour atteindre l'objectif fixé, la recherche a utilisé la matrice de comptabilité sociale (MCS) construite en 2015 par la Banque mondiale, en collaboration avec l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD). Pour mesurer l'impact de la ZLECA, deux scénarii ont été considérés :

Scénario 1 : la suppression totale des barrières douanières entre les pays membres de la ZLECA.

Scénario 2 : la suppression totale des barrières douanières, plus la réduction des coûts de transaction de 10%.

Résultats

La suppression des droits de douanes entraine une hausse des revenus réels des femmes et des hommes (scénario 1).

Au titre de la ZLECA, la suppression des droits de douanes entraine une hausse des revenus réels des femmes et des hommes dans la quasi-totalité des secteurs d'activité considérés. Cependant, le revenu des femmes augmente de manière plus importante que celui des hommes, également dans presque tous les secteurs, réduisant ainsi l'écart de revenus qui existe entre les deux sexes. Ces résultats s'expliqueraient par la création de nouveaux emplois pour les femmes dans les secteurs de l'industrie manufacturière, de l'agro-industrie et dans d'autres secteurs.

Tableau 1 : Impacts sur les revenus sectoriels des hommes et des femmes (%)

Secteurs de production	Scénario 1		Scénario 2	
	Homme	Femme	Homme	Femme
Agriculture vivrière (a_agvr)	2,94	3,32	5,59	6,15
Agriculture d'exportation/ industrielle(a_agre)	12,19	12,61	18,09	18,74
Fabrication des textiles, habillement et cuir (a_textil)	20,77	20,84	30,29	30,49
Scénario 1 : Suppression totale des barrières douanières entre les pays membres de la ZLECA				
Scénario 2 : Suppression totale des barrières douanières plus la réduction des coûts de transaction de 10%				

La croissance du revenu est plus élevée chez les femmes dans les secteurs de fabrication du textile, de l'habillement et du cuir dans les deux scénarii.

La croissance de revenu la plus élevée a été enregistrée chez les femmes qui sont dans le secteur de la fabrication du textile, de l'habillement et du cuir (secteur intensif en femme), soit une augmentation du revenu de 20,84% et 30,49% respectivement pour les scénarii 1 et 2. Avec l'engagement des pays signataires de l'accord commercial de réduire les droits de douanes, la demande de matières premières (textile, cuir, etc.) s'intensifiera. Cette situation ouvrirait de nouvelles opportunités plus prometteuses pour les femmes burkinabè dont les activités se concentrent dans la production de matières premières. Ces opportunités seront d'autant plus grandes que le pays s'est inscrit dans une labélisation de son pagne traditionnel fait de coton, le "Faso Dan Fani".

La ZLECA donne une accessibilité plus grande aux marchés formels pour les cultures à haute valeur.

Les femmes pourront également accéder davantage aux marchés formels pour les cultures à haute valeur à travers un large marché de consommateurs diversifiés comptant plus de 1,2 milliard de consommateurs. Par ailleurs, la ZLECA va atténuer les problèmes de harcèlement et de viols

dont sont victimes les commerçantes transfrontalières à travers l'officialisation des opérations informelles. Cela va encourager de nombreuses femmes commerçantes réticentes à participer au commerce transfrontalier informel. Selon les résultats, la réduction des inégalités de revenus devient plus importante lorsque la suppression des droits de douane est accompagnée par une réduction des coûts de transaction de 10%.

Implications de politiques

Pour que la ZLECA puisse réduire efficacement les inégalités de revenus entre hommes et femmes au Burkina Faso, les décideurs devront prendre un certain nombre de mesures :

Promouvoir la forte participation de la femme à la ZLECA en tant qu'actrice et bénéficiaire des nouveaux flux d'échanges qui vont se créer.

Concrètement, il s'agira d'organiser des ateliers qui seront animés en langue locale pour sensibiliser les femmes sur les avantages qu'elles peuvent tirer en participant à la ZLECA. Lors de ces ateliers, elles pourront être informées des textes juridiques adoptés par les pays membres de la ZLECA dans le cadre du commerce transfrontalier informel.

■ Source des tableaux et graphiques : Simulations à l'aide du modèle EGC- Matrice de comptabilité sociale, Banque Mondiale et INSD (2012)
©GRAAD Burkina



Développer des systèmes de facilitation d'accès aux crédits afin de permettre aux femmes d'explorer de nouveaux horizons qui s'ouvrent à elles avec la ZLECA.
Pour cela, il est recommandé de formaliser et de mieux encadrer les systèmes de tontine où les femmes se sentent en confiance pour demander des crédits par rapport aux banques et aux institutions de microfinances.

Travailler à rendre les informations sur le secteur accessibles et disponibles pour les femmes commerçantes.

Cette accessibilité doit inclure les informations sur les opportunités de formation sur les réseaux commerciaux, l'inclusion financière, l'accès au marché, le contrôle de la qualité. Les formations peuvent se dérouler sous la forme de séminaires, de salons professionnels, d'ateliers et de séances de jumelage d'entreprises, dont les responsables sont des femmes. Les informations doivent être traduites en langue locale pour permettre la compréhension par les femmes qui ne comprennent pas le français.

En somme, la suppression des droits de douanes permettra d'améliorer le revenu et donc le bien-être des femmes et des hommes sans accroître les inégalités de revenus au Burkina Faso.

Références

- <https://spore.cta.int/fr/marketing/all/article/comment-les-femmes-peuvent-profiter-du-potentiel-de-la-zone-de-libre-echange-continentale-africaine-sid06da618e9-6d5f-4f21-a061-f597b00b958a>.
- <https://www.un.org/africarenewal/fr/magazine/janvier-2021/zlecaf-experts-et-commer%C3%A7ants-appellent-%C3%A0-une-forte-participation-des-femmes>.
- Hien N-V. D. R. (2020). Zone de libre-échange continentale africaine, conditions de vie des femmes et inégalités de revenus entre hommes et femmes au Burkina Faso. Bobo Dioulasso : Université Aube Nouvelle. Mémoire de Master 2.

Auteurs

Nawin-Vuru Diane Ruth Hien, Gountiéni D. Lankoandé, Martin Sawadogo

Remerciements

Dr Zitouemba Patrice, Enseignant-chercheur, Université Nazi Boni/Burkina Faso

Personnel du GRAAD Think Tank

Appui financier



Canada